

L'ACTU

BERNE PHILIPPE CASTELLA

Le Gripen reste cloué au sol

VOTATIONS L'armée suisse a subi hier un revers historique: le peuple oppose son veto à l'acquisition de 22 nouveaux avions de combat.

C'est une défaite historique pour l'armée suisse, la plus douloureuse peut-être depuis...499 ans et une certaine bataille de Marignan. Le peuple suisse a clairement rejeté (53,4% de non) l'achat de 22 Gripen pour 3,1 milliards de francs. C'est une défaite pour le Conseil fédéral, pour le parlement et pour lui-même, a reconnu le ministre de la défense Ueli Maurer. Nombre de partisans du Gripen ont tenu des paroles très dures hier à l'encontre du conseiller fédéral UDC, accusé d'avoir plombé la campagne.

«Elle a été entachée de couacs à répétition provenant du Département de la défense», avance Hugues Hiltbold (plr/GE) comme principale explication de la défaite.

«On peut l'attribuer à la manière dont la campagne a été menée par le chef du département concerné», enchérit Jean-René Fournier (pdc/VS). «Il a une responsabilité assez importante dans ce revers», selon le conseiller aux Etats valaisan.

Victoire «inattendue»

Sous le feu des critiques, Ueli Maurer n'envisage pas pour autant de tirer sa révérence. «Je peux très bien vivre avec ce résultat », a-t-il commenté, ajoutant que, dans sa vie, il a connu «plus de défaites que de victoires». Le Zurichois se dit toujours «très motivé de continuer à s'engager en faveur de l'armée et de la sécurité du pays».

Les opposants au Gripen ne cachent pas que l'engagement excessif et maladroît d'Ueli Maurer ainsi que les nombreux couacs qui ont émaillé la campagne leur ont facilité la tâche. Pour Géraldine Savary (PS, VD), cela reste malgré tout «une victoire assez inattendue», au vu de l'engagement massif des partisans durant ces deux dernières semaines, sociétés de tir et présidents de partis de droite en tête.

Cantons latins et villes

Pour la conseillère aux Etats, «c'est d'abord la victoire d'une Suisse qui refuse de s'arc-bouter sur une vision très conservatrice du pays». Et de faire le rapprochement avec le vote du 9 février sur l'immigration, où on retrouvait la même alliance de la Suisse romande et des villes alémaniques, mais alors dans le camp des perdants, de justesse.

Cette fois, tous les cantons latins se retrouvent dans le camp des gagnants, Jura en tête avec près de trois quarts de non. Ils sont accompagnés par Zurich, Berne, les deux Bâles et Schaffhouse.

Autre élément peut-être décisif dans le rejet, l'engagement d'un quarteron de politiciens de droite contre l'avion de combat autour d'un noyau constitué par le Parti vert/libéral.

«Cela a déculpabilisé beaucoup de personnes qui, comme nous, à droite, pensent qu'il faut réformer l'armée», analyse Laurent Seydoux, vice-président du PVL.

Pour la conseillère nationale Isabelle Chevalley, il s'agit maintenant de redéfinir les priorités en matière de sécurité. La vert/libérale vaudoise pense là en particulier à la lutte contre les cyber risques et à la mise en place d'une police du ciel active 24h/24.

Des questions à régler

Cette dernière question a été très présente durant la campagne. Les 30 millions de francs par an que coûterait cette surveillance aérienne sont peu contestés. Reste à définir si elle peut être déployée avec les seuls 32 F/A-18 restant, point qui divisait partisans et opposants du Gripen. Il y a beaucoup d'autres questions à régler. Rare certitude, le non au Gripen ne change rien au sort des 54 Tigers que la Suisse possède encore.

Ceux-ci seront mis au placard dès 2016. Et Ueli Maurer a répété hier qu'il n'y avait pas de plan B pour les remplacer. «*Cette décision du peuple a pour conséquence de créer des lacunes de sécurité*», a soutenu le ministre de la Défense. Il dit vouloir tout mettre en œuvre pour les combler, mais cela demande une analyse approfondie qui va être faite ces prochains mois. Pour Hugues Hiltbold, il faut même envisager la possibilité d'acheter un autre appareil. «*Le peuple suisse a dit non au Gripen, mais pas à l'acquisition de nouveaux avions de combat*», nuance-t-il.

Au tour des F/A-18

Même sans cela, la question risque de revenir rapidement sur le tapis. Le renoncement au Gripen va accélérer le vieillissement des F/A-18, qui seront davantage utilisés. Le Département de la défense envisage leur remplacement à l'horizon 2025. Autant dire demain si on compare avec le

processus d'acquisition des Gripen qui a démarré en 2007 pour une livraison qui était prévue d'ici à 2021. Mais la question qui devra être réglée le plus rapidement, c'est le sort des 300 millions

de francs par an inclus dans le budget de l'armée jusqu'en 2024 pour l'achat des avions scandinaves. Leur maintien dans le giron de l'armée pour d'autres missions sera discuté au sein du Conseil fédéral, puis débattu au parlement cette année encore.

Commentaire DANIEL DROZ ddroz@arpresse

Tout à redéfinir

L'échec du Gripen est d'abord celui d'un homme, le conseiller fédéral Ueli Maurer.

Dans le dossier de l'acquisition de nouveaux avions de combat, le représentant de l'UDC a multiplié les couacs. Une responsabilité qui pourrait l'amener à en tirer les conséquences l'an prochain après

les élections fédérales. C'est de la musique d'avenir.

Le Gripen a rallié contre lui une somme d'opposition de tous bords. Celle des antimilitaristes bien sûr; celle des tenants de l'acquisition d'un autre avion de combat; celle des partisans d'une refonte complète de la politique de défense.

D'autres sont plus inattendues. Certains, dans les milieux économiques romands notamment, ont peut-être voulu faire payer à l'UDC le résultat du 9 février sur l'immigration de masse.

D'autant plus que les affaires compensatoires promises par la Suède les concernaient peu ou prou.

En Valais, c'est le sort de l'aérodrome militaire de Sion, que l'armée veut abandonner, qui a sûrement fait pencher la balance. En 1993, ce canton avait repoussé l'initiative contre l'acquisition

des FA/18 par près de 60% des voix. Un score inversé hier.

Le Conseil fédéral devra maintenant tout remettre à plat. Il faudra définir, avec le Parlement, une politique cohérente. Qui tienne, avant tout, compte de tous les types de menaces. A commencer

par celles des cyber-terroristes. Ils sont aptes à mettre à mal la sécurité du pays plus sûrement qu'un éventuel assaillant par les airs ou par terre. Pas question d'agir au coup par coup. Cette stratégie n'a pas d'avenir. Ueli Maurer devrait l'avoir compris.